

Max Hall, Public Engagement, tél. : +41 79 799 3405 ; e-mail: Maxwell.Hall@weforum.org

Sept gouvernements africains décident d'un commun accord de protéger plus de 70 % des forêts tropicales d'Afrique contre la surexploitation de l'huile de palme

- Sept pays du continent africain vont s'engager aujourd'hui à protéger leurs forêts tropicales en adoptant la production durable de l'huile de palme.
- Les gouvernements de la République centrafricaine, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Ghana, du Liberia, de la République du Congo et de la Sierra Leone s'apprêtent à signer ce jour une déclaration commune dans le cadre de la conférence sur le changement climatique (COP22) qui se déroule actuellement à Marrakech.
- Ces pays représentent plus de 250 millions d'hectares de forêt tropicale, soit 13 % de la surface totale des forêts tropicales de la planète.
- L'Afrique apparaît comme la prochaine région de croissance pour les producteurs d'huile de palme, tandis que les forêts tropicales sont victimes d'abattages de plus en plus intensifs dans le but de faire de la place pour les plantations.
- La [déclaration](#) ainsi que des informations d'ordre plus général sont disponibles sur le site de la Tropical Forest Alliance, www.tfa2020.org, une association soutenue par le Forum économique mondial.

Genève, Suisse, 16 novembre 2016 – Les gouvernements de sept pays d'Afrique producteurs d'huile de palme, représentant plus de 70 % de la forêt tropicale du continent africain, s'apprêtent ce jour à prendre l'engagement commun de privilégier la culture durable des palmiers à huile avec le soutien de certains des plus grands producteurs, acheteurs et négociants d'huile de palme de la planète.

La [déclaration TFA 2020 de Marrakech en faveur du développement durable du secteur des palmiers à huile d'Afrique](#) doit être signée ce jour par les gouvernements de la République centrafricaine, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Ghana, du Liberia, de la République du Congo et de la Sierra Leone à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP22) au Maroc.

En signant la déclaration d'engagement, les ministres de l'Agriculture et de l'Environnement s'engagent à mettre le développement durable, les droits humains et la collaboration avec l'industrie, les peuples autochtones et les groupes de la société civile au cœur du développement du secteur de l'huile de palme sur le continent africain. Les grandes entreprises, les producteurs d'huile de palme, les ONG et les groupes de défense des droits humains partenaires de la [Tropical Forest Alliance 2020](#) (TFA 2020) saluent cette initiative dans un [communiqué conjoint](#). Le Secrétariat de la TFA 2020 est hébergé par le [World Economic Forum](#).

À eux tous, les pays signataires de la déclaration représentent plus de 250 millions d'hectares, soit 13 % de la superficie totale des forêts tropicales de la planète. Mais la déforestation liée à la surexploitation de l'huile de palme engendre des émissions de carbone massives et contribue au réchauffement climatique.

L'huile de palme est l'huile végétale la plus utilisée dans le monde et près de la moitié de la totalité des produits emballés vendus dans les supermarchés contiennent de l'huile de palme, selon le [Fonds mondial pour la nature \(WWF\)](#). L'huile de palme alimente un marché mondial de 50 milliards de dollars US, qui devrait atteindre 88 milliards de dollars US annuels à l'horizon 2022. Face à la hausse de la demande, l'Afrique apparaît comme la prochaine région de croissance pour la production d'huile de palme.

Dominic Waughray, Responsable des Partenariats public-privé au Forum économique mondial affirme que cette [déclaration](#) démontre comment les engagements pris par les entreprises internationales et visant à supprimer la déforestation de la chaîne d'approvisionnement de l'huile de palme sont en train de modifier le marché global.

« Ces gouvernements reconnaissent ainsi le fort signal du marché donné par les entreprises internationales à travers leur désir de se fournir en huile de palme durable à grande échelle. De part cet accord sans précédent, l'Initiative pour l'huile de palme en Afrique – avec le support du secteur privé et de la société civile par l'intermédiaire de la plateforme de la Tropical Forest Alliance – est à présent bien positionnée pour construire un marché multi-pays en faveur de l'huile de palme durable en Afrique de l'Ouest et Centrale, qui améliorera les revenus des petits exploitants et mènera à l'adoption de mesures plus importantes sur la déforestation tropicale » a-t'il déclaré.

Unilever, un acheteur majeur d'huile de palme, salue l'initiative. « Lorsqu'elle est issue de la production durable, l'huile

de palme peut jouer un rôle crucial dans le soulagement de la pauvreté en aidant les agriculteurs à prospérer économiquement tout en adoptant des pratiques agricoles et commerciales durables. Je suis ravi que ces pays manifestent leur engagement en faveur de l'huile de palme durable au travers de la signature de la déclaration de Marrakech », affirme **Paul Polman**, PDG d'Unilever.

Les partenaires des gouvernements et de la société civile ainsi que les ONG environnementales [saluent](#) la déclaration. **Hindou Oumarou Ibrahim**, co-présidente du Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques, le conseil des peuples autochtones auprès de la CCNUCC, affirme que cette déclaration va protéger les moyens de subsistance des communautés. « La déforestation a souvent été associée à des violations des droits humains. Les individus sont dépossédés de tout accès aux terres qu'ils ont toujours cultivées et sur lesquelles ils ont toujours vécu. J'espère que cette déclaration servira d'exemple pour toute la région et encouragera d'autres pays africains de la zone des forêts tropicales à suivre la voie de cet engagement. »

La [déclaration de Marrakech](#) s'inscrit dans un partenariat public-privé continu, déployé en Afrique dans le cadre de l'[Initiative pour l'huile de palme en Afrique](#) (APOI) de la [Tropical Forest Alliance 2020](#). Elle reconnaît publiquement que si les investissements sur le marché africain de l'huile de palme sont potentiellement en mesure d'apporter à la région des retombées économiques bénéfiques, ils comportent également un risque de problèmes sociaux et environnementaux sérieux, notamment la déforestation, les conflits territoriaux, les violations des droits humains et la destruction des hautes valeurs de conservation.

Depuis 2014, le groupe à but non lucratif [Proforest](#) coordonne l'initiative aux côtés des entreprises, des gouvernements et des organisations de la société civile. Y sont affiliés le [Consumer Goods Forum](#) et ses membres Unilever et Nestlé, des entreprises productrices d'huile de palme, comme Sime Darby et Wilmar, de même qu'un large panel d'organisations de la société civile, dont le World Wildlife Fund, Solidaridad, Conservation International et le World Resource Institute.

L'objectif est de soutenir le développement à grande échelle de la culture durable du palmier à huile, tel qu'il a été adopté à Marrakech par les gouvernements nationaux dans le but d'apporter un réel changement transformationnel. L'Initiative pour l'huile de palme en Afrique (APOI) est un programme régional de la [TFA 2020](#), un partenariat global qui vise à stopper la déforestation tropicale liée aux approvisionnements en denrées telles que le soja, la viande de bœuf, l'huile de palme, le papier et la pulpe de papier.

Ses travaux réalisés jusqu'à ce jour ont été soutenus par le [Département du développement international](#) du gouvernement du Royaume-Uni.

Le Secrétariat de la TFA 2020 est hébergé par le Forum économique mondial, et financé par les Gouvernements des Pays-Bas, de Norvège et du Royaume-Uni.

La **signature de la [déclaration de Marrakech](#)** aura lieu ce jour de 10h30 à 12h00 UTC dans le cadre de la COP22 au pavillon du Royaume-Uni, dans la Zone verte du site de Bab Ighli, à Marrakech. L'événement est soutenu par les gouvernements du Libéria et du Royaume-Uni. **Une conférence de presse** sur l'Initiative pour l'huile de palme en Afrique se tiendra aujourd'hui de 19h00 à 19h30 dans le salon Oumar du Kenzi Club Agdal Medina dans le cadre du Global Landscapes Forum, à Marrakech.

Notes aux rédacteurs

Notre hashtag : #TFA2020

Tropical Forest Alliance : www.tfa2020.org

Pour plus d'informations concernant le travail du Forum économique mondial sur l'**environnement et l'exploitation durable des ressources naturelles**, veuillez consulter [ici](#)

Autres **blogs** et **articles d'opinion** [ici](#)

Suivez les débats sur [Facebook](#), [Twitter](#), [LinkedIn](#) et **WeChat** en tapant `davos_wef`

Tous les chiffres cités sont tirés de l'[Évaluation des ressources forestières mondiales de 2015](#), un rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies.

La Tropical Forest Alliance 2020 (TFA 2020) est un partenariat public-privé dont les partenaires s'efforcent individuellement de réduire la déforestation tropicale liée aux approvisionnements en denrées telles que l'huile de palme, le soja, la viande de bœuf, le papier et la pulpe de papier. Le Secrétariat de la TFA 2020 est hébergé par le Forum économique mondial, à Genève (Suisse).

Proforest est un groupe à but non lucratif qui assiste les entreprises, les gouvernements et d'autres organisations dans l'application de leurs engagements en faveur de la production et du sourcing durables des denrées agricoles et des produits issus de l'exploitation forestière. Le groupe conjugue services de conseil et programmes dans le but d'offrir à ses partenaires et à ses clients le soutien le mieux adapté en fonction de l'actualité. www.proforest.net

Le Forum économique mondial, engagé à améliorer l'état du monde, est une organisation internationale de coopération public-privé. Il collabore avec des politiques, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile de premier plan pour donner forme à des programmes mondiaux, régionaux et sectoriels. (www.weforum.org)



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>